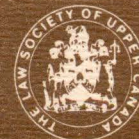




# LEGAL AID LETTER



The Legal Aid Letter is sent by The Law Society of Upper Canada to its members carrying news of the Ontario Legal Aid Plan

Number 45

March 1987

Circulation 22,000

## INCREASE REQUESTED

Convocation has approved a recommendation from The Legal Aid Committee that the Attorney General be asked to raise the Tariff by 15% effective July 1, 1987. According to the Tariff Review Committee Report, the 15% increase takes into account the recommendations of the Fact Finder's Report, recent Tariff increases, the consumer price index and lawyers' fees.

## BILLING NEWS

The Plan's computer is automatically calculating and deducting the statutory reduction in all accounts (5% or 25%). Thus, the second copies of your accounts will show the **gross** fee allowed, not the net fee. This will explain the difference between the amount shown on the account and the amount actually set out in your cheque.

## NEW CLINICS APPROVED

Convocation has approved the establishment of three new clinics - one each in Sarnia, Toronto and Ottawa. The approval by the Law Society of its Clinic Funding Committee's recommendations is subject to additional funding from the Ministry of the Attorney General for the Ottawa and Toronto applications. Among the new clinics is one

to serve the Chinese and other Asian communities in Metropolitan Toronto. The Committee's Report noted that there are almost 200,000 residents in Toronto who speak Chinese, Vietnamese, Cambodian or Lao and that there is "...a virtual absence of any realistic access to legal assistance of the type rendered by Community (Legal) Clinics (for these communities)." If the funding for the Ottawa and Toronto clinics is approved by the Attorney General, it will bring to 60 the number of Community Legal Clinics in the province.

## RESEARCH REQUESTS

To help speed your legal research requests, please send them separately from other correspondence (including accounts) to the Plan and mark them to the attention of the Research Department. Telephone requests can be taken at (416) 979-1321. Please have the certificate number available.

## INTERPRETER HOTLINE

Lawyers requiring moderately-priced interpreter services anywhere in the province should contact the Provincial Clerk's Office in Toronto at (416) 963-2586. To determine when prior approval is required, please consult your copy of the Legal Aid Disbursement Guide recently mailed to you.

## WITNESS/CONDUCT FEES

There appears to have been some confusion recently concerning witness and conduct fees in criminal matters in District Court. Please note that in indictable offence cases, such fees are set under Regulation 4 of the Administration of Justice Act. Please see pages 10-11 of the Legal Aid Disbursement Guide.

## ACTIVITY INCREASES

Demand for Legal Aid services across Ontario increased during the nine months of the fiscal year (to December 31, 1986). A total of 198,319 people contacted the Plan's 47 Area Offices during the first nine months of the fiscal year, compared with 188,537 during the same period last year - an increase of 9,782 people, or 5.2%. Of that number 93,948 made a formal application for a legal aid certificate - up 9% from the 86,182 who applied last year.

The total number of certificates issued to qualifying individuals rose 7.7% from 66,969 to 72,124.

There was a 17.5% increase in the number of people helped in the Province's Criminal, Family and Youth Courts by Legal Aid Duty Counsel - 230,166 compared with 195,799.





# BULLETIN DE L'AIDE JURIDIQUE

Le bulletin de L'Aide Juridique est envoyé par la Société des Avocats du Haut Canada à ses membres pour leur donner des nouvelles sur le programme d'aide juridique de l'Ontario.



NUMÉRO 45

MARS 1987

TIRAGE: 22 000 EXEMPLAIRES

## AUGMENTATION DU TARIF

Le Conseil a approuvé une recommandation du Comité d'aide juridique visant à demander au Procureur général d'augmenter le tarif de 15% à partir du 1er juillet 1987. Selon le rapport du Comité de révision du tarif, cette augmentation de 15% tient compte des recommandations formulées dans le rapport de l'enquêteur, des récentes augmentations du tarif, de l'indice des prix à la consommation ainsi que des honoraires des avocats.

## FACTURATION

L'ordinateur du Régime d'aide juridique calcule et déduit automatiquement la réduction applicable à tous les comptes d'honoraires (5% ou 25%) conformément à la loi. Par conséquent, ce sont les honoraires **bruts** accordés et non les honoraires nets qui apparaissent sur le deuxième exemplaire de vos comptes. Ceci explique la différence entre le montant inscrit sur votre compte et le montant de votre chèque.

## NOUVELLES CLINIQUES

Le Conseil a approuvé la création de trois nouvelles cliniques qui seront situées à Sarnia, Toronto et Ottawa. La Société du Barreau du Haut-Canada a donné son approbation aux recommandations de son Comité de financement des cliniques juridiques sous réserve de l'obtention de fonds supplémentaires du ministère du Procureur général pour les cliniques d'Ottawa et de Toronto. L'une des nouvelles cliniques fournira des services aux communautés asiatiques et notamment à la communauté chinoise de l'agglomération de Toronto. Dans son rapport, le

Comité a constaté qu'environ 200 000 résidents de Toronto parlent le chinois, le vietnamien, le cambodgien ou le laotien et que "... [Trad.] rien n'a été prévu pour leur donner accès à des services d'aide juridique semblables à ceux fournis par les cliniques [juridiques] communautaires".

Si le financement des cliniques d'Ottawa et de Toronto est approuvé par le procureur général, la province comptera 60 cliniques juridiques communautaires.

## DEMANDES DE RECHERCHES

Afin d'accélérer le traitement de vos demandes de recherches juridiques, nous vous demandons de ne pas les joindre à la correspondance que vous adressez au Régime (y compris les comptes d'honoraires) mais de les envoyer dans une enveloppe distincte à l'attention du Service de la recherche. Vous pouvez également faire vos demandes par téléphone en composant le (416) 979-1321. N'oubliez pas de mentionner le numéro du certificat.

## SERVICES D'INTERPRÈTES

Les avocats ayant besoin des services d'un interprète à prix raisonnable n'importe où dans la province peuvent s'adresser au greffe de la Cour provinciale, à Toronto, en composant le (416) 963-2586. Pour savoir s'il est nécessaire d'obtenir une approbation au préalable, consultez le guide des débours de l'aide juridique qui vous a été expédié récemment par la poste.

## INDEMNITÉS DES TÉMOINS/FRAIS DE DÉPLACEMENT

Depuis quelque temps, on note une certaine confusion concernant les indemnités et les frais de déplacement des témoins en matière criminelle devant la Cour de district. Veuillez prendre note que, dans le cas des actes criminels, ces indemnités sont fixées par le Règlement 4 pris en application de la **Loi sur l'administration de la justice**. Consultez à ce sujet les pages 10 et 11 du guide des débours de l'aide juridique.

## AUGMENTATION DES ACTIVITÉS

Les demandes d'aide juridique ont augmenté partout dans la province au cours des neuf premiers mois de l'exercice financier (terminés le 31 décembre 1986). 198 319 personnes se sont adressées aux 47 bureaux régionaux du Régime durant les neuf premiers mois de l'exercice financier, comparativement à 188 537 pour la même période l'an dernier, soit une augmentation de 9 782 personnes ou 5,2%. De ce nombre, 93 948 personnes ont présenté une demande officielle de certificat d'aide juridique, comparativement à 86 182 pour la même période l'an dernier, ce qui représente une augmentation de 9%.

Le nombre de certificats délivrés a augmenté de 7,7% pour atteindre 72 124 comparativement à 66 969 l'an dernier.

Le nombre de personnes qui ont bénéficié de l'assistance d'un avocat de service en matière criminelle, en matière familiale ou devant le tribunal pour adolescents est passé de 195 799 à 230 166, ce qui représente une augmentation de 17,5%.